

Présents : S. Haddad, D. Staveris, M. Stern, J.-C. Fizaine, R. Journet, A. Laster J. Acher, C. Trévisan, D. Nicolaïdou, S. Héry, G. Malandain, L. Emery, Y. Gohin, G. Rosa, J. Seebacher, J.-C. Nabet, M. Rebérioux.

EXPOSE DE MADELEINE REBERIOUX

Plutôt qu'un cours d'histoire générale de la période, il s'agit ici de repérer quelques points d'action de Hugo et de les éclairer, autant que faire ce peut (ce n'est pas si simple) par l'histoire politique de l'époque. Seront ainsi en cause, par exemple, l'élection de janvier 76 de Hugo au Sénat où il est élu au second tour, en même temps que Louis Blanc est battu ; l'action pour l'amnistie avec, en particulier le rejet de la proposition déposée par Hugo au Sénat, le 22 mai 1876 (résultat connu d'avance puisque tous les leaders, Gambetta, Ferry et Thiers y sont opposés) puis le vote de l'amnistie partielle en mars 1879 et totale en juillet 1880 ; les interventions de Hugo sur l'instruction et sa conception de la laïcité où il est isolé par rapport aux autres républicains ; ses interventions auprès des ouvriers, directes - congrès de Marseille - ou indirectes - rôle du *Rappel* ; l'affaire du banquet Grisel (10 mai 1882) où il se trouve aux côtés de Gambetta - et, au-delà l'ensemble des relations à établir entre la politique hugolienne et la politique gambettiste. On mettra à part la combat des années 1876-77 contre Mac-Mahon où le rôle de Hugo est limpide en raison de l'unanimité des républicains.

Cette circonstance est elle-même significative, a contrario : durant toute la période la dispersion de la gauche est grande, Hugo en a conscience et il sait que les thèmes essentiels de la République exigent son rassemblement. Ce semble être, effectivement, une de ses préoccupations majeures, sans que cela l'empêche d'avoir, par exemple, en politique extérieure une position tout à fait marginale par rapport à la politique française. Mais même en politique intérieure la place de Hugo est difficile à cerner. Il se rencontre - à tous les sens - souvent avec Gambetta, avec Jules Simon, qui est un ami, également, mais ce sont là les deux extrêmes de l'éventail républicain et, paradoxalement, les noms des figures centrales, Favre et Ferry, n'apparaissent pratiquement jamais dans les textes - discours ou correspondances - de Hugo. C'est là une des questions qui restent ouvertes à la recherche.

Une autre, sans doute non négligeable, est la définition de ce que Gambetta appelle le "groupe Hugo". Dans une lettre, à propos de l'échec de Louis Blanc au Sénat, Gambetta écrit que ce vote le met en rupture avec le "groupe Hugo". Qu'entendre par là? Seulement le petit cercle des amis et intimes (Vacquerie, Maurice, Lockroy, etc..) ou un véritable groupe parlementaire au sens où on l'entend alors et qui est très différent du sens actuel ? Car la donnée décisive de l'activité parlementaire jusqu'à la fin du siècle est l'absence de partis constitués et l'existence, dans les Chambres, de "groupes" généralement désignés par le nom de leur animateur, groupes parfois numériquement très faibles, toujours informels, souvent fluctuants et dont les membres n'observent aucune discipline stricte de vote, mais qui se réunissent, se concertent et agissent. Ainsi le groupe Target, ces quinze députés de centre-droit qui refusent de suivre Thiers, lorsque après l'élection de Barodet à Paris, il entreprend de rééquilibrer vers la gauche sa politique, et provoquent sa chute en mai 1873. Les petits groupes de ce genre sont nombreux (les plus importants sont : Cercle des Réservoirs, Réunion des Cheval-légers, Réunion Colbert, Réunion Pradié, Groupe Clerc, Réunion Feray, Réunion Rampon, Réunion des républicains conservateurs) ; ils exercent la réalité de la vie parlementaire ; il n'est pas exclu qu'on ait pu donner le nom de Hugo à un tel groupe, éphémère et néanmoins réel.

Plus important est le rôle du *Rappel*. On connaît l'importance et l'influence de la presse après 1872, son considérable développement jusqu'à la grande guerre. Laissons de côté la question de savoir si Hugo dirige effectivement *Le Rappel* et de quelle manière puisqu'il reste que, de toute manière, ce journal est considéré par ses lecteurs, et par tout le monde, comme l'expression de sa pensée et le moyen de son action. L'essentiel est que *Le Rappel* apparait, à la fin du Second Empire, en même temps que plusieurs autres journaux qui s'adressent comme lui à une clientèle ouvrière, non exclusivement mais largement. Tels sont aussi *Le Corsaire*, *La Constitution*, rejoints, en 75-76 par d'autres : *Le Radical*, *Les Droits de l'Homme*, etc. Tous sont démocrates - demandant la totalité des libertés, anti-opportunistes et réservés même devant Gambetta, tous - on l'ignore souvent - ont une importante rubrique ouvrières. *Le Rappel* comme les autres et même mieux que les autres. Ses pages 2 et 3 sont ordinairement mises à la disposition de toutes sortes d'associations ouvrières, coopératives, chambres de production, pour l'ordre du jour, la convocation et le compte rendu de leurs réunions. Ce bulletin du travail est animé, dans *Le Rappel*, par Barberet, proche de Gambetta. Or les organisations ouvrières se reconnaissaient dans ces journaux, au moins jusqu'au congrès de Lyon (1878) et de Marseille (1879) où les amis de Guesdes et du journal *Le Prolétaire* parviennent à faire adopter la ligne d'une autonomie ouvrière par rapport aux politiques radicaux. On aurait donc tort de mesurer la relation de Hugo avec le mouvement ouvrier aux seuls textes - rares - écrits de sa main. En ceci *Le Rappel* prend le relais, de manière très efficace.

Ce qui ne signifie pas que *Le Rappel* est un organe ouvrier. C'est un journal "radical" - peut-être la politique de Hugo lui-même n'est-elle pas aussi marquée -, hostile aux Jules, distant envers Gambetta et dont la première page, consacrée à la politique, affirme nettement le primat du politique sur le social. Primauté qui

conduira les mouvements ouvrier à la méfiance envers la politique radicale et ses organes et qui se lit aussi dans les pages sociales elles-mêmes : les ouvriers sont sollicités d'apporter leur appui à une politique formée en dehors d'eux, la grève est excusée mais déplorée – ce qui, à l'époque, est banal. Ce qui l'est moins, c'est la condamnation de la violence. Bref on y apprécie les ouvriers sérieux et dignes, dans un langage qui était sans doute pardonné - en raison des différences de génération – à Hugo lui-même mais pas aux jeunes hommes de son clan. Après 78-79 le ton change et les relations se tendent : le mouvement ouvrier secoue la tutelle radicale.

Il reste que les pages "sociales" du *Rappel* sont sans doute la meilleure source d'information sur le mouvement ouvrier jusqu'en 78 ; c'est dire la réalité d'une solidarité qu'on sous-estime d'habitude.

Ce rôle du *Rappel* mis à part - avec tout ce qu'il suppose, concrètement, de rencontres, de délégations reçues, d'aides matérielles, dont *Actes et Paroles*, même enrichi par Bellosta, ne pouvait pas rendre compte mais dont, on l'a vu au début de l'année, les archives de la police donnent une idée - l'intervention de Hugo est surtout politique et se comprend donc une fois rapportée aux nouvelles conditions de la vie républicaine.

*

C'est d'abord l'intensité de la vie parlementaire, le caractère décisif des élections et des débats aux Chambres, le Sénat n'étant nullement subordonné, au moins jusqu'en 14, et sortant vainqueur de la tentative de révision voulue par Gambetta en 82. Nous sommes en "parlementarisme absolu". Mais pas tout uniment : les pratiques politiques se fixent lentement et les choix institutionnels ns sont pas faits avant la victoire républicaine, retardés qu'ils sont par la lenteur du vote des lois constitutionnelles et par la crise, de 77 qui annule pour très longtemps la pratique de la dissolution.

Beaucoup de choses sont donc encore floues : les pratiques réelles des "groupes" sont encore mal connues – et très compliquées – mais, à coup sûr, souvent infidèles aux programmes des partis (ce qui explique en partie le vœu de transparence des radicaux et gambettistes) ; les relations entre la Chambre des députés et le Sénat se précisent très lentement ; le choix du mode de scrutin n'est pas fait (Jaurès verra dans le scrutin de liste le moyen d'organiser et de fortifier les partis (ce qui explique en partie le vœu de transparence des radicaux et gambettistes) ; les relations entre la Chambre des députés et le Sénat se précisent très lentement ; le choix du mode de scrutin n'est pas fait (Jaurès verra dans le scrutin de liste le moyen d'organiser et de fortifier les partis, ce thème est encore inconnu et la préférence de Gambetta pour ce scrutin a d'autres raisons).

En revanche, on assiste dès 1870 à un rééquilibrage de la vie politique au profit de la Province, conséquence du suffrage universel, et, surtout, au développement d'un républicanisme rural qui poursuit le mouvement amorcé en 48. Le succès fabuleux de la pétition de la Ligue de l'Enseignement (1870-80) qui recueille plus de un million de signatures atteste la vitalité du mouvement républicain dans les petites communes (moins de 2000 habitants). Bien des éléments y contribuent – en particulier que le régime est crédité de la prospérité qui dure jusqu'en 83-85 et l'idée que "la République, c'est la tranquillité" - ; elle aboutit à une nouveauté : la reconnaissance par les républicains – et d'abord par Gambetta – qui l'a compris avant les autres – du poids des campagnes. Une nouvelle vie municipale se manifeste ; elle s'appuie sur – et donne lieu à – l'idée d'un renouvellement du corps des notables surtout des lors que les maires seront élus et non plus nommés : 1884.

Ce dynamisme de l'idée et des pratiques républicaines, qui explique la facile victoire de 1877 alors que moins de dix ans plus tôt la restauration monarchique était ouvertement à l'ordre du jour de l'Assemblée, ne doit pas dissimuler la division des républicains dont l'unité, en 77, est exceptionnelle.

La division des générations, spectaculaire et importante pour Hugo, n'a sans doute qu'une faible incidence historique. Les républicains de 48 sont toujours là, à Paris évidemment où résident les personnalités (Hugo lui-même, Louis Blanc que son robespierrisme rend impopulaire auprès des modérés et sa virulente hostilité à la Commune aux radicaux, Martin Nadaud, exilé lui aussi, etc.), mais dans les campagnes. R. Huard (?) estime que, dans le bas Languedoc, cette génération forme 10% des militants, mais elle jouit d'une influence beaucoup plus grande. Ces hommes, souvent plus proche de Gambetta que de Ferry, ont une forte conscience sociale mais ne sont aucunement socialistes. La seconde génération est celle des républicains de l'Empire, majoritaires, et qu'il faudrait diviser en deux groupes : les aînés : Ferry, Grévy, Simon, Jules Favre dont les barbes, interdites aux fonctionnaires sous le Second Empire, sont républicaines, et les cadets : Gambetta, Clémenceau... Une autre distinction, sociale, sépare aussi les "héritiers" des hommes venus des "nouvelles couches" selon l'expression de Gambetta – qui vaut pour lui-même. La troisième génération est celle des ralliés : anciens bonapartistes et légitimistes ralliés à la République tantôt par conservatisme social et tantôt par revendication sociale. Ainsi ces mineurs du Sud de la France, catholiques, ex-légitimistes, républicains et fondateurs de la CGT locale (les meilleurs révolutionnaires selon une position de Seebacher que Madeleine Rebérioux ne partage pas). C'est dire que les divisions réelles sont politiques et sociales.

*

Au plan politique le compromis de 1875 (lois constitutionnelles) est fondateur et discriminant. Il repose sur la division des pouvoirs et sur l'équilibre des trois souverainetés politiques : Chambre, Sénat et gouvernement (dirigé par un président du conseil et non par un premier ministre). A droite, c'est à dire au centre

gauche, se trouvent les orléanistes reconvertis et le capital financier : Say (les chemins de fer du Nord, les sucres et le ministère des finances à plusieurs reprises) et, peut-être le duc d'Audiffret-Pasquier (Gaston) – qui a toute la sympathie de Seebacher, à juste titre peut-être -. La gauche républicaine de Ferry (curieusement ignoré de Hugo, proche de Grévy et Simon) domine le régime dès la prise du pouvoir par les républicains. Elle est socialement conservatrice, centrée sur la classe moyenne, relativement indifférente à la "question ouvrière", convaincue que le progrès de la société et de la République passe d'abord par l'école.

Le régime est donc combattu – et très tôt – par les amis de Gambetta réunis dans l'Union républicaine et par les radicaux dont Gambetta ne se sépare qu'en 81 : à l'élection où il affronte, dans un fief de Belleville, un candidat radical. Cette nébuleuse politique – et sociale – est hostile au Sénat où elle voit une survivance monarchique (les sénateurs inamovibles) et un instrument de la réaction. En ceci héritiers du monocamérisme de la Convention et de l'Assemblée de 48, les gambettistes et les radicaux s'exposent au reproche d'autoritarisme républicain. La double crainte d'une restauration (monarchiste et bonapartiste) et d'une république dictatoriale est un des facteurs du succès de la gauche républicaine qu'on crédite, dans les provinces en particulier, du mérite d'assurer une bonne représentation de la nation. Longtemps gambettistes et radicaux chercheront à remplacer le Sénat par une autre chambre représentative – des métiers, des syndicats, selon diverses formules – et Jaurès lui-même conduira une campagne en ce sens en 1889. La même revendication démocratique les rend soucieux d'organiser la transparence de la représentation électorale. C'est l'idée du mandat impératif (où le représentant s'engage non seulement sur un programme mais aussi à l'obéissance, sauf démission, envers son parti et son groupe parlementaire) auquel Hugo oppose, lors de sa candidature de janvier 72 le mandat contractuel (le programme lie le député mais aussi ses électeurs et hors de ce programme le représentant reste libre de son vote). Enfin radicaux et gambettistes, ces derniers surtout, voient dans cette discipline parlementaire – ainsi que dans l'emploi du scrutin de liste – les moyens d'une réévaluation de la fonction gouvernementale : la possibilité, pour le président du conseil de devenir un vrai premier ministre, libre d'exécuter une politique claire et de l'imposer aussi bien à l'administration (très indépendante et puissante au moins jusqu'en 14) qu'aux intérêts économiques.

Quant à la division sociale de mouvement républicain, elle doit être examinée plus en fonction de la politique d'alliance proposée par les différents courants que sur l'origine, douteuse, des personnels. Comment s'allier – et le faut-il – avec le grand capital ? Les radicaux, économiquement passésistes, fixés dans le peuple des villes et particulièrement dans ses couches traditionnelles – petits artisans et boutiquiers, ouvriers très qualifiés et/ou de la petite industrie - , répondent pas la négative. L'électorat radical alimentera le boulangisme et l'anti-dreyfusisme. La gauche républicaine reconnaît l'alliance avec les milieux d'affaires comme une nécessité mais n'en fait pas un objet politique, conformément à une attitude libérale classique et, cent ans auparavant, révolutionnaire. C'est l'originalité de Gambetta que de vouloir que l'Etat exerce son contrôle sur les affaires. Mais cette idée s'inscrit dans une vision politique plus large et qui doit être envisagée pour elle-même.

*

Gambetta est en effet un des tous premiers hommes politiques qui ait formé une véritable stratégie où sont pensés à la fois l'alliance des forces sociales, la forme des institutions et les objectifs proprement politiques.

"On ne peut, dit-il, gouverner la France sans les classes moyennes, ni la diriger sans une généreuse alliance avec le prolétariat." L'affermissement et le développement de la République exigent cette alliance. Sa ligne politique vise donc une démocratie républicaine : une majorité nationale exprimée dans la composition d'une chambre unique, élue au scrutin de liste selon des dispositifs de transparence du mandat électif.

Mais l'Etat, pour Gambetta, ne se limite pas à son appareil politique, ni son pouvoir à la politique. Les moyens de la République ne se réduisent pas à l'école – gratuite, laïque, obligatoire – en ceci d'accord avec Clemenceau.

Ce sont aussi :

. l'armée – Gambetta est inquiet d'un coup d'Etat militaire qui n'était peut être pas à redouter mais le boulangisme puis l'affaire Dreyfus montreront entre la société et ses appareils d'Etat un décalage qu'il avait pressenti ;

. toute l'administration – une fois président du Conseil, Gambetta conduira une politique de création de ministères et de directions, ainsi l'agriculture détachée du commerce et celui-ci rattaché à l'industrie, le ministère des arts c'est à dire de toute la fabrique parisienne, avec Antonin Proust.

. l'Eglise : la séparation est au programme de Belleville mais Gambetta l'oublie, préférant que l'Etat contrôle une Eglise encore extraordinairement puissants.

A travers tout cela, il s'agit d'assurer la cohérence et le développement d'une société dont Gambetta voit qu'il passe par le mouvement ouvrier et le développement du capitalisme. A la différence des radicaux, Gambetta s'intéresse au prolétariat de la grande industrie. Il reçoit à plusieurs reprises les responsables du syndicat des mécaniciens-chauffeurs des chemins de fer. C'est le sens de sa présence à la séance Grisel que préside Hugo (dans la même perspective?). Quant aux affaires, son attitude s'apprécie le mieux dans la question du renouvellement des conventions qui liaient l'Etat et les entreprises concessionnaires de mines et de chemins de fer et qui, passées depuis 1842, arrivaient au renouvellement dans les années 80. Doux, jusqu'en 1880, sur la question des liens de la République et des affaires, il propose alors d'assurer le contrôle de l'Etat par la fixation

des tarifs. Lorsqu'il demande à Say de prendre le portefeuille des finances dans son "grand ministère", celui-ci refuse sur ce motif. Gambetta la savait ; il n'avait aucune illusion sur la durée de son ministère ; ni non plus sur le bien fondé de sa politique. Panama et autres viendront vite lui donner raison.

Enfin, mais là il n'est pas aussi longtemps seul, Gambetta entreprend de faire soutenir la République par les paysans.

C'est donc pour des raisons de fond qu'il est – peut être immédiatement – favorable à l'amnistie demandée par Hugo. En 76 le soutien de Gambetta ne fait, inopinément, défaut à Hugo, qui reste "en flèche", que pour des motifs circonstanciels. Si l'on ajoute à cela que la politique de Hugo dans la guerre contre l'Allemagne est pratiquement indiscernable de celle de Gambetta et que c'est Gambetta qui le fait élire – élection indirecte – au Sénat, on voit qu'il y aurait lieu de s'intéresser aux relations entre les deux hommes ou entre les personnalités de leurs clans respectifs – Spuller par exemple.

DISCUSSION ET INTERVENTIONS

J.-C. Fizaine demande quelle est la loi sur l'enseignement supérieur qui réveille Hugo et lui fait songer, en 1875, à publier *L'Ane*. On cherche. Et on trouve : la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur qui permit la création de l'Institut catholique.

Mais on renvoie à des instruments de travail plus complets pour savoir quel est l'article 7 – et de quelle loi – dont la discussion occupe toute l'année 1877 (si je ne me trompe pas).

Laster demande à quoi correspond l'intervention de Hugo pour l'exposition de Philadelphie – vol. Politique, p. 907. Réponse : à rien de particulier ; la position de Hugo est plate. C'était une tradition adoptée dès l'Empire que l'envoi de délégations ouvrières aux expositions universelles – et même, sous l'Empire, aux premières réunions de l'Internationale.

G. Rosa avait aperçu des convergences entre Hugo et Gambetta ; il se dit très content d'en voir d'autres (quitte à en ajouter un peu dans ce compte-rendu). Il note que le même Barbou publie successivement, sous une forme comparable et dans un court intervalle de temps, deux biographies à gros tirage : celle de Gambetta et celle de Hugo. D'autre part, ayant remarqué, dans ses chères déclarations d'imprimeurs, la fréquence et l'importance du tirage des discours de Gambetta – sans aucun équivalent pour aucun autre homme politique – il demande si Gambetta avait développé une politique de "communication" originale. Madeleine Rebérioux ne le pense pas. Le journal que Gambetta crée en 1871, *La République française*, est en retard sur l'évolution de la presse d'opinion : c'est un journal difficile, plus destiné à former les cadres de la mouvance gambettiste qu'à populariser ses mots d'ordre. Mais il est vrai que Gambetta est un excellent orateur, l'homme des banquets républicains, qu'il parcourt la France en tous sens de 71 à sa mort, pour animer des réunions. C'était, alors, un des seuls hommes politiques capables de parler au peuple et sa popularité était grande, exceptionnelle. L'autre homme populaire, c'est Barodet, ancien instituteur, nommé maire de Lyon par Gambetta, suspendu par Thiers, candidat, en janvier 73 contre Rémusat à Paris et qui l'emporta sur ce dernier. Les journaux en parlèrent dans toute la France.

A. Laster demande quelle signification revêt la participation de Hugo à une réunion préparatoire de Congrès de Marseille, le 3 août 1879 – *Politique*, p. 1059. Elle serait surprenante dit Madeleine Rebérioux, si l'on considérait comme acquis d'avance le résultat de ce Congrès qui, effectivement, en fondant la Fédération des travailleurs socialistes de France vit le succès des guesdistes et autres socialistes sur les radicaux et la naissance d'un mouvement ouvrier autonome. Mais les radicaux participaient à ce Congrès dont l'enjeu était évident et important. Il est tout à fait normal qu'ils aient battu le rappel et invité Hugo à les y aider. Celui-ci ne pouvait pas savoir que le Congrès adopterait le principe de son adhésion au collectivisme, battant ainsi la tendance radicale favorable aux coopératives de production.

On interroge sur Rochefort. Mme Rebérioux rappelle que ce polémiste, fondateur de *La Lanterne*, communaliste en faveur de qui Hugo était intervenu auprès de Thiers (voir *Carnets 1870-1871*) jugé, incarcéré, évadé (Hugo avait participé à la collecte destinée à aider à son évasion), revenu à Paris (où il ne fut apparemment pas inquiété) fonde alors *L'Intransigeant*, journal révolutionnaire mais assurément ni socialiste ni radical. Il tourne mal : prend position en faveur de Boulanger, contre Dreyfus ; et les socialistes après 1888 interdirent à Rochefort l'accès au mur des fédérés lors des cérémonies commémoratives annuelles.

A. Laster souhaite être caressé dans le sens du poil à propose de la lettre envoyée par Hugo au Congrès libre et laïque de l'éducation qu'il devait présider en octobre 1879 (*Politique*, p. 1062). Mme Rebérioux précise que la formule qu'on y lit : "le temps des sanglantes et terribles nécessités révolutionnaires est passé" n'a rien de scandaleux. C'est la conviction de tous les républicains – et de nombre de socialistes – que la République une fois fondée le progrès n'a plus à emprunter des voies révolutionnaires. Quant à la position de Hugo en matière de laïcité, elle regrette de ne plus avoir le temps de préciser sa pensée : il y a trois laïcités : celle de Paul Bert, celle de Ferry et celle de Hugo-Jaurès dont la formule "L'Être immense sera content" est toute hugolienne, mais pas du tout de nature à plaire aux "laïques".

Enfin le concours des intelligences et du Vapereau permet au groupe d'éclairer un mystère : pourquoi Hugo désigne-t-il comme exécuteurs testamentaires le 31 août 1881 Grévy, Say et Gambetta – peu faits pour s'entendre ? Pourquoi ne choisit-il pas tel ou tel de ses amis radicaux ? C'est que les élections ont eu lieu le 21 août et qu'à cette date Grévy est président de la République, Say président du Sénat et Gambetta de la Chambre : Hugo, "chose publique", remet l'exécution de sa volonté aux plus hautes instances de l'Etat républicain.